

alternatives

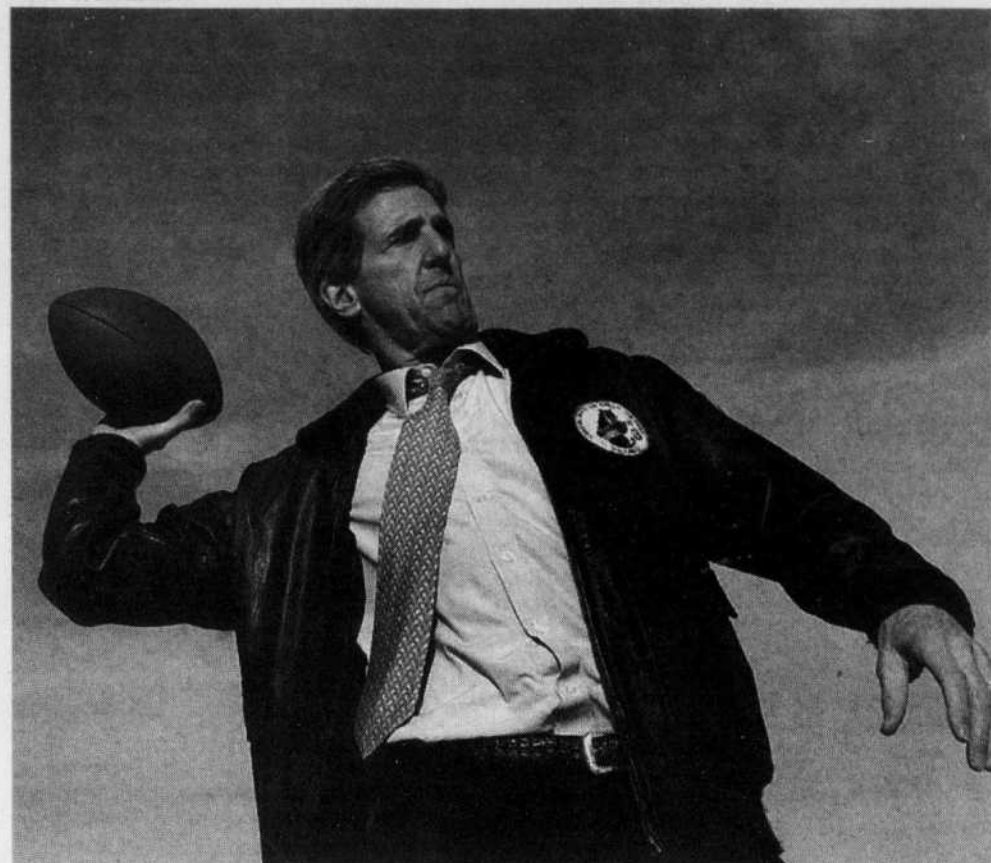
LE JOURNAL

VOL.11 • NO.2 / OCTOBRE 2004

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

PHOTOS : PC / CHARLES KRUPA



PHOTOS : PC / ÉRIC GAY



La catastrophe imminente

Les sondages évoluent, mais depuis quelque temps, l'avance de Bush est confirmée. Dans certaines des régions, où il est le plus contesté, elle serait de 14 %. Peu importe les chiffres, on sent que Bush est en bonne posture et que c'est Kerry qui tire de l'arrière.

Pourtant, l'administration Bush affiche un triste bilan de ses quatre années au pouvoir : augmentation du chômage (deux millions d'emplois perdus), aggravation de la pauvreté parmi les minorités, explosion des frais de santé (plus de 20 %), etc. Et c'est sans compter la guerre que les Américains regardent chaque jour sur les écrans télévisés. Et pourtant, le président, qui avoue lui-même avoir mal estimé le bourbier irakien, reste en avance dans les sondages. Certes, tout le monde parle de la piètre performance du candidat démocrate John Kerry, mais est-ce que cela explique tout ? De toute évidence, la stratégie des Républicains lors du Congrès à New York, en août, a porté fruit. L'image d'une Amérique triomphante s'est alors imposée dans

les foyers, tandis que le Congrès des démocrates, où Kerry a aussi triomphé, a échoué. Depuis, Bush apparaît comme le grand défenseur de l'American way of life.

La « révolution » conservatrice

Depuis plus de vingt ans, l'influence des conservateurs ne cesse de s'accroître, ce que le Parti démocrate ne voit toujours pas. En 1980, lorsque Ronald Reagan a été élu à la présidence, les conservateurs sont passés à l'offensive, et pas seulement à la Maison-Blanche. Des fondamentalistes religieux comme Pat Robertson et Jerry Falwell sont devenus des personnalités nationales. Les intellectuels de droite, tels Bill Bennett (auteur de *The Book of Virtues*), sont montés au front de ce qui allait devenir une

véritable guerre culturelle aux États-Unis. Selon les conservateurs, les États-Unis ont été « pris en otage » par la « gauche » et les libéraux qui ont « imposé » leurs valeurs comme l'égalité entre les sexes, la discrimination positive envers les minorités, la défense du bien commun. C'est ce qui a provoqué, selon eux, un effondrement des « bonnes valeurs américaines », comme la famille, le travail, l'individualisme, la patrie.

Entre-temps, le Parti démocrate et ses alliés se sont affaiblis, notamment aux yeux d'une classe moyenne déstabilisée par les politiques néolibérales, et que les Républicains a su récupérer, surtout dans le sud et le Midwest du pays. Au lieu de répliquer, la présidence démocrate de Bill Clinton a elle-même viré à droite. Et ce faisant, les Démocrates se sont coupés de leur base traditionnelle (classes populaires, Afro-Américains, syndiqués, intellectuels, etc.). Peu à peu, c'est toute la culture politique du pays qui a basculé, au point où aujourd'hui, être « libéral »

(de gauche) est une insulte, pour ne pas dire un crime. C'est cette situation qui, en grande partie, explique les problèmes de Kerry.

Les Démocrates se tirent dans le pied

Pour beaucoup de gens aux États-Unis, Kerry apparaît comme un homme arrogant, indifférent face aux multiples problèmes qui assaillent le citoyen moyen. De plus, il se présente mal, donne des réponses qui apparaissent trop compliquées, un peu comme le précédent candidat démocrate aux élections de 2000, Al Gore. Le contraste est très fort avec Bill Clinton, qui savait faire rire les gens avec son saxophone et ses blagues à double sens. Bush, pour sa part, rejoint son public avec son plain speak.

Pendant ce temps, le président remet cela. Il y a quelques jours encore, devant l'assemblée générale de l'ONU, il a réaffirmé la politique unilatérale américaine. « Nous avons raison et le reste du monde a tort. Si les gens nous critiquent, c'est qu'ils sont contre nous et contre la démocratie américaine. » En fait, le président sortant s'adressait au public américain, et non aux représentants du monde. Son discours, malheureusement, a encore porté.

Psychose

Le discours de la force est d'autant plus puissant que subsiste la psychose du terrorisme, alimentée par les nombreuses alertes rouges décrétées par le responsable de la sécurité intérieure, Tom Ridge.

Repères États-Unis

Population : 293 millions d'habitants.

Taux de pauvreté : 12 %, soit 35 millions de personnes. Le seuil de pauvreté correspond à des revenus annuels inférieurs à 9 573 dollars pour un individu ou 18 660 dollars pour une famille.

Taux d'incarcération : 0,7 %, soit deux millions de détenus. C'est le plus haut taux d'incarcération au monde, et six fois plus qu'au Canada. Le pays représente 5 % de la population planétaire, mais 25 % de la démographie carcérale mondiale.

Peine capitale : présente dans 39 des 52 États américains. De 1977 à 2001, 710 personnes ont été exécutées, dont la moitié au cours des cinq dernières années. L'âge minimale est de 16 ans.

Immigration illégale : sept millions d'immigrants illégaux pénètrent aux États-Unis chaque année. 70 % d'entre eux sont Mexicains.

Couverture médicale : 41 millions d'Américains sont sans couverture médicale.

Armement : budget militaire de 2004 : 399 milliards de dollars; budget prévu pour 2005 : 420 milliards de dollars.

Opérations militaires des États-Unis

1953 : Iran – La CIA fomente un coup d'État pour porter le Shah au pouvoir.

1950 - 1953 : Corée

1954 : Guatemala – La CIA renverse le colonel Arbenz Guzmán et le remplace par le colonel Carlos Castillo Armas, qui instaure un régime de terreur.

1963 - 1975 : Vietnam – La plus longue des guerres américaines. Menaces atomiques en 1968 et 1969. Un million de militaires et quatre millions de civils vietnamiens sont tués.

1964 : Panama

1964 : Congo

1965 : Indonésie – Prétendant une tentative de coup d'État des communistes, une opération militaire dirigée par la CIA fait un million de morts.

1965 : République Dominicaine

1973 : Chili – Coup d'État de l'armée chilienne sous la direction de la CIA. Le président démocratiquement élu Salvador Allende est assassiné et la dictature d'Augusto Pinochet installée.

1965 : Pérou

1967 - 1969 : Guatemala

1980 - 1990 : Salvador – Les États-Unis s'engagent militairement aux côtés des forces gouvernementales et des « escadrons de la mort » pour contrer les rebelles. En dix ans, la guerre civile fait 100 000 morts.

1981 : Lybie

1981 - 1990 : Nicaragua – Financés et entraînés par l'administration Reagan, 2 500 anciens membres de la garde nationale exilés, les « contras », pénètrent au Nicaragua et mènent une guerre contre les sandinistes au pouvoir. 30 000 civils meurent.

1982 - 1984 : Liban – La marine américaine occupe Beyrouth pendant la guerre civile. Elle expulse l'OLP et soutient les Phalangistes. Elle bombarde les positions musulmanes et syriennes faisant 241 morts.

1987 - 1988 : Iran – Les Américains se rangent aux côtés de l'Irak contre l'Iran. Saddam Hussein bénéficie de l'aide financière et militaire des États-Unis.

1986 : Lybie

1989 - 1990 : Panama – L'agent de la CIA et président du Panama Manuel Noriega désobéit aux ordres de Washington. Les États-Unis envahissent le Panama et retirent Noriega. 3 000 Panaméens sont tués.

1991 : Irak – Saddam Hussein envahit le Koweït. Les États-Unis déclarent la guerre à l'Irak et mettent en place une coalition militaire internationale qui, avec le soutien de l'ONU, libère le Koweït. L'Irak est placé sous embargo. La guerre fait environ 200 000 morts et l'on évalue les morts causées par l'embargo à presque un million.

1998 : Soudan – L'administration Clinton bombarde une usine pharmaceutique qu'elle croit être une usine de fabrication d'armes chimiques.

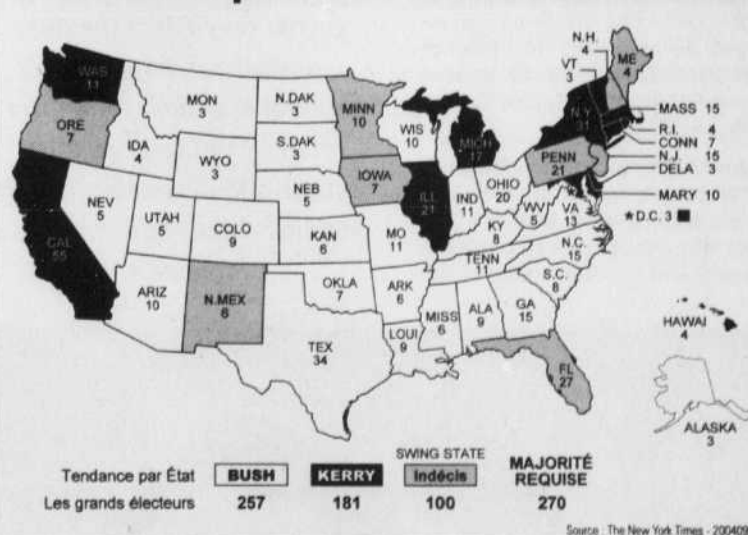
1999 : Yougoslavie – Sous l'impulsion des États-Unis, l'OTAN bombarde le Kosovo et la Serbie. Des centaines de bombes à l'uranium appauvri sont lancées.

2001 : Afghanistan

2003 : Irak – Sans avoir réussi à obtenir l'accord des Nations unies, les États-Unis envahissent l'Irak.

Miriam Fahmi

Course à la présidence américaine 2004



Les élections approchent à grands pas. Kerry est sur la défensive et il cherche à réorienter le débat, en faisant le lien entre le chaos irakien et les problèmes de l'économie américaine. Mais plusieurs observateurs estiment que tout cela manque d'éclat et n'empêche pas l'équipe Bush de dicter l'agenda. Lors des primaires démocrates (des élections internes aux partis qui déterminent qui sera le candidat), Howard Dean (sénateur du Vermont) n'avait pas mâché ses mots en traitant Bush d'apprenti sorcier. Une partie de l'électorat, notamment les jeunes, s'était sentie interpellée et on avait pensé, du moins pour un temps, que cela mettrait les Républicains au pied du mur. Mais les caciques du Parti démocrate ont jugé que Dean était trop radical et il a été écarté au profit de Kerry. Depuis, le candidat démocrate s'est empêtré. Surtout au début de la campagne, où il a parlé d'avantage du Vietnam et de ses exploits militaires que du bilan de l'administration Bush.

Devant la peur, les gens sont portés à appuyer le gouvernement et donc à se ranger derrière Bush. Beaucoup d'Américains n'ont pas confiance dans les capacités de Kerry de défendre l'Amérique.

D'ici quelques jours (30 septembre), un premier débat télévisé opposera Bush et Kerry. Cela pourrait faire une différence même si les analystes ne donnent pas beaucoup de chances à Kerry. Bush pourrait prendre l'avantage par ses réponses simples pour ne pas dire simplistes. John Kerry n'a pas été jusqu'à présent le grand bagarreur qu'on espérait, pouvant vaincre un président sortant, et la population a peur de s'opposer à Bush. Il se pourrait que le 2 novembre, le monde le en ait encore pour quatre ans avec George W. Bush, Donald Rumsfeld, et tous les autres néoconservateurs américains.

DONALD CUCCIOLETTA

L'auteur est historien à la Plattsburgh State University de New York.

Les élections en Afghanistan, avancée démocratique ou chaos?

PHOTO: NORMAND BLOUIN

Le 9 octobre, la population afghane connaîtra ses premières élections « démocratiques » de son histoire. Dix-huit candidats sont en lice, dont Hamid Karzai l'actuel président intérimaire, ainsi qu'une femme médecin, Massouda Jalal, dont les chances de l'emporter sont nulles, mais dont la candidature a valeur de symbole. Alors que règne un lourd climat d'insécurité, Karzai est d'ores et déjà proclamé vainqueur.

Reporté par deux fois, le premier scrutin présidentiel direct de l'Afghanistan aura finalement lieu dans quelques jours, alors que les législatives sont repoussées au printemps 2005. Les seigneurs de la guerre et les talibans, affaiblis mais toujours vivants, n'ont eu de cesse au cours de cette année électorale de provoquer des affrontements, souvent sanglants. « Les talibans lancent deux à quatre attaques par jour contre le sud du pays depuis leurs bases au Pakistan, principalement contre les employés des Nations unies et les agents électoraux afghans. Cette année, plus de 650 personnes ont trouvé la mort au cours de ces affrontements, dont une vingtaine de civils abattus pour le simple motif d'être en possession d'une carte d'électeur », raconte Ahmed Rashid, journaliste pakistanais qui sillonne l'Asie centrale depuis plus de 25 ans et qui est considéré comme le plus grand spécialiste de la région.

Sécurité incertaine

Ahmed Rashid doute fort que la sécurité des élections soit assurée. En termes de financement, selon l'Unité afghane de recherche et d'évaluation (AREU), l'Occident aurait investi plus de 100 millions de dollars américains. Mais même reportés de quelques mois, la sécurité des élections ne semble toujours pas assurée. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de même que l'Union européenne (UE) ont effectivement annoncé qu'elles n'envoieraient pas d'équipes complètes d'observateurs ni ne participeraient à la validation du scrutin, invoquant des raisons de sécurité. Si les élections sont trop dangereuses pour les observateurs internationaux, qu'en est-il de la sécurité des Afghans qui iront voter ?

Récemment, un rapport des Nations unies et de la commission afghane des droits de la personne rapportait que les chefs de milice, des autorités locales ou de simples individus avaient exercé des pressions sur les uns pour les empêcher de s'inscrire sur les listes électorales, et avaient carrément confisqué la carte électorale des autres.

C'est que les provinces rurales demeurent nettement sous le contrôle des seigneurs de la guerre. Et il y a fort à parier que plusieurs communautés calqueront leur vote sur celui de leurs



Un récent rapport des Nations unies et de la commission afghane des droits de la personne rapporte que des chefs de milice ont exercé des pressions pour empêcher certains de s'inscrire sur les listes électorales, ou ont carrément confisqué leur carte électorale.

leaders. C'est sans doute là tout le défi du président Karzai. Soit d'étendre son influence et son contrôle aux provinces, amoindissant du coup ceux des chefs traditionnels.

Toujours selon Ahmed Rashid, c'est justement ce que la population afghane demande au président intérimaire, de « libérer le gouvernement de l'emprise des seigneurs de la guerre, ces chefs régionaux installés à des postes importants et dont les milices privées n'ont cessé de faire obstacle à la démocratie et à la stabilité depuis la défaite des talibans ».

Le 26 juillet, Hamid Karzai a surpris tout le monde en annonçant qu'il changeait de colistier. Pour Ahmed Rashid, « la mise à l'écart de Fahim est un signe que Karzai a réussi à prendre le dessus et à convaincre ses bienfaiteurs américains, plutôt hostiles à cette décision pourtant approuvée par des représentants des Nations unies, de l'Union européenne et du Royaume-Uni ». Depuis la mise en place du gouverne-

ment afghan intérimaire en décembre 2001, Mohammed Fahim était le vice-président ainsi que le ministre de la Défense d'Hamid Karzai. Or, Fahim « était accusé de bloquer les réformes institutionnelles et de protéger les seigneurs de la guerre », commente le journaliste pakistanais. Si cette disgrâce n'est pas sans risque de déstabilisation, l'expert de l'Afghanistan insiste pour dire que « sans Fahim, le prochain gouvernement sera peut-être plus à même de mener les réformes et de désarmer les milices, encourageant ainsi les nations étrangères à s'engager davantage dans la reconstruction du pays ».

ment afghan intérimaire en décembre 2001, Mohammed Fahim était le vice-président ainsi que le ministre de la Défense d'Hamid Karzai. Or, Fahim « était accusé de bloquer les réformes institutionnelles et de protéger les seigneurs de la guerre », commente le journaliste pakistanais. Si cette disgrâce n'est pas sans risque de déstabilisation, l'expert de l'Afghanistan insiste pour dire que « sans Fahim, le prochain gouvernement sera peut-être plus à même de mener les réformes et de désarmer les milices, encourageant ainsi les nations étrangères à s'engager davantage dans la reconstruction du pays ».

Massoud

En remplacement de Fahim, Karzai a choisi Ahmed Zia Massoud. Cet ancien ambassadeur à Moscou est nul autre que le frère du colonel Massoud, assassiné le 9 septembre 2001 par al Quaida. Hamid Karzai table beaucoup sur la puissance symbolique de cette alliance. Le 8 septembre, devant une foule de 20 000 personnes rassemblées au stade national à Kaboul, le président déclarait : « Le martyr Massoud, le héros national de l'Afghanistan, est l'une des figures les plus brillantes et étincelantes de la résistance. La meilleure façon de lui rendre honneur, est de suivre ses pas. »

Karzai ayant reporté les législatives à avril 2005, ses opposants l'accusent de manœuvrer ainsi afin de mieux installer son pouvoir. Mais pour Ahmed Rashid, il apparaît comme le moins pire des candidats : « Il veut s'attaquer à l'insécurité, établir de bonnes relations avec ses voisins, et entamer des réformes institutionnelles, ce qui serait un grand pas en avant pour le pays. »

La population demande de

« libérer le gouvernement de

l'emprise des seigneurs de la

guerre, ces chefs régionaux

installés à des postes

importants et dont les milices

privées n'ont cessé de faire

obstacle à la démocratie et à la

stabilité depuis la défaite des

talibans ».

Sur plus de 9 millions d'inscrits sur les listes électorales, 42 % sont des femmes. Mais, il n'est pas certain qu'elles seront autorisées à sortir le jour du scrutin.

9 octobre

Sécurité ou pas, les présidentielles auront lieu le 9 octobre. Pour l'heure, neuf Afghans sur dix sont inscrits sur les listes. Sur plus de 9 millions d'inscrits, on compte un taux de 42 % de femmes. Mais, il n'est pas certain qu'elles seront autorisées à sortir le jour du scrutin. Quant à Hamid Karzai, pour que cette élection ait valeur de légitimité et qu'elle ne soit pas contestée par ses opposants, il lui faudra recueillir plus de 50 % du vote, et surtout, que le déroulement du scrutin ne soit pas trop entaché de violences et autres irrégularités. Ahmed Rashid n'est pas convaincu que les 30 000 policiers en service, les 17 000 soldats américains, les 8 300 membres de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), seront suffisants.

Le Forum social européen pour tout le monde ?

À Londres, du 14 au 17 octobre, se tiendra la troisième édition du Forum social européen (FSE). Dans ce grand rassemblement de la société civile progressiste européenne, symbole tant de la gauche que des altermondialistes, la participation de mouvements venant d'Europe de l'Est n'est cependant pas évidente.

Les deux premiers Forums sociaux européens (FSE), organisés à Florence et Paris, ont accueilli près de 50 000 participants, dont seulement 1 000 provenaient de l'Europe de l'Est. Et selon toutes probabilités, ce chiffre ne grimpera pas beaucoup cette année. Ce faible taux de participation des groupes de l'Est s'explique en partie par des raisons techniques. D'abord, pour les Est-Européens, la participation au FSE coûte cher. À cela, s'ajoute, selon Christina Haralarova, directrice d'Internet Rights Bulgaria, « la restriction liée à la libre circulation dans l'Union européenne qui oblige les militants de certains pays, à se procurer un visa afin de pouvoir prendre part au forum ».

Citoyens de deuxième classe

Cependant, s'ajoute d'autres obstacles, plus politiques. « Beaucoup ont l'impression que les nouveaux pays membres sont considérés comme des citoyens de deuxième classe au sein de l'Union européenne », déplore Joëlle Palmieri, cofondatrice des Pénélopes, une organisation féministe française ayant développé plusieurs projets avec des groupes de femmes en Europe de l'Est et centrale. L'Union européenne compte maintenant des pays comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovaquie, la Slovaquie, mais même en devenant membres de l'UE, ces pays n'ont pas des droits égaux, notamment en matière de circulation des gens.

De plus, selon Tracey Wheatley, coordinatrice des relations internationales du réseau hongrois Un autre monde est possible, « ne voulant pas de complications, le comité d'élargissement sur l'Europe centrale et orientale du FSE favorise le dialogue avec les coalitions nationales unifiées des pays de l'Est. Or, outre la Pologne et la Russie, peu de pays peuvent fournir des plateformes consolidées, étant donné la fragmentation de la société civile. Cette stratégie démontre une méconnaissance totale de la réalité de ces pays. »

De nouveaux mouvements

Depuis la fin de la période soviétique, les mouvements sociaux peinent à reprendre de la force dans une région du monde où prévalaient le parti unique et la répression. Les partis politiques de gauche et les syndicats sont faibles. D'autres groupes, plus originaux, avec d'autres orientations et d'autres façons de faire apparaissent. En Hongrie, par exemple, on retrouve maintenant un mouvement écologiste progressiste en pleine émergence. Il est composé principalement de jeunes, pour qui ce nouvel espace est vu comme un lieu d'expression et d'organisation démocratique autonome et horizontal, dissocié à la fois des « nostalgiques » de l'ancien régime, et des nouvelles élites « sceptiques », qui ne jurent que par le néolibéralisme.

Mais souvent, ces nouvelles expressions d'une société civile est-européenne sont ignorées par les grands mouvements ouest-européens. « Les groupes de l'Est qui recherchent des alternatives politiques plus participatives et qui désirent conserver leur indépendance vis-à-vis des partis politiques demeurent dans la marge du Forum », précise Joëlle Palmieri. Selon Gabor Csillag, porte-parole des Jeunes Verts de Hongrie, « en Europe de l'Est, les catégories gauche et droite ont perdu leur sens dans l'imaginaire collectif étant donné l'incohérence de divers régimes au pouvoir. Tout est à reconstruire. J'ai l'impression que la gauche traditionnelle européenne évite d'aborder l'expérience des pays de l'Est tout simplement parce que cela la mettrait au défi d'être plus imaginative et de créer de réelles alternatives », ajoute-t-il.

Malgré ces difficultés, plusieurs organisations est-européennes seront au rendez-vous de Londres. Le Forum reste un espace où l'expérience militante en tant que « mouvement » se vit, une sensation inexistante dans la société atomisée de l'Est. Selon Joëlle Palmieri, « au delà de l'événement ponctuel, l'importance du FSE réside avant tout dans la dynamique de réflexion et de débats continus qu'il crée au niveau national et international. Des efforts sont présentement consentis pour augmenter la participation pour les gens de l'Est, notamment via un Fonds de solidarité établi à cet effet. Le prochain FSE, en 2006, aura lieu en Grèce, ce qui attirera une participation accrue des militants de l'Est grâce à la proximité géographique et des affinités avec les Balkans », ajoute Christina Haralarova.

Csilla Kiss

L'auteur est agente de projets pour l'Europe de l'Est pour Alternatives.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

2^{ème} édition
OCT. 4 - 9 2004
www.festivalvictorjara.ca

Festival Victor Jara

Pour le droit de vivre en paix

OUVERTURE avec IV et son SEPTUOR - ALEJANDRO VENEGAS - 4 OCT. 2004 19 h
EXPO-ART PHOTOGRAPHIE NURALISME POÉSIE VIDÉO SCULPTURES
DEBAT SOCIAL avec ALTERNATIVES - 5 OCT. 2004
NUIT MERUDIENNE HOMMAGE À L'OEUVRE de PABLO NERUDA
avec MOBILE FILTER GROUPE et PROYECTO SUR - 6 OCT. 2004 19 h
SOIRÉE AUTOCHTONE CANTO COATUCUE - 7 OCT. 2004 20 h
CONCERT CONTRE L'IMPUNITÉ avec LA SONORA CALAVERA -
BROWNZ FAMILY - GRUPO BOMBA - SYNCOP - 9 OCT. 2004 21 h 30

Édifice Station C, 1450 Ste-Catherine Est
Montréal, Québec, Canada

info@festivalvictorjara.ca info ligne 514.301.2876

Alternatives pour un monde différent

VOYAGES RINDES

Contecristo

SABA MAMBO

BAÛME

Appuyé par les artistes pour la paix

Le sort de la Tchétchénie et le silence complice de l'Occident

La tragédie de l'école de Beslan a remis le conflit tchétchène sur le devant de la scène de manière dramatique.

Le drame de Beslan ne peut que susciter horreur et indignation. C'est un pas de plus dans la dérive suicidaire où est engagée une partie de la résistance tchétchène. Une action qui discrédite moralement et politiquement la cause dont elle se réclame. Elle sape les appels à la paix du président Aslan Maskhadov, élu démocratiquement sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 1997, et qui a condamné d'emblée l'attentat.

Le leurre de la normalisation

On savait depuis longtemps que la normalisation tant vantée par les autorités russes n'était qu'un leurre. Le 9 mai 2004, Ahmed Kadyrov, le président tchétchène mis en place par Moscou, était assassiné; en juin, un raid spectaculaire en Ingouchie démentait l'épuisement de la résistance, de même qu'une opération militaire menée sur Grozny en août, à la veille d'une mascarade électorale qui visait à placer au pouvoir le nouvel homme de Moscou. Contrairement à ce que cherche à faire croire le Kremlin, la situation est hors de contrôle, les forces fédérales ne sont pas parvenues à soumettre la Tchétchénie. De plus, les exactions commises par les milices de l'administration tchétchène prouvent s'ajoutent maintenant aux violations commises en toute impunité par les forces fédérales, qui se traduisent par des disparitions et assassinats quotidiens de civils.

La guerre ne connaît pas de répit. Pire: elle menace aujourd'hui de déstabiliser tout le Caucase du Nord. Les événements de Beslan risquent de raviver des tensions toujours présentes depuis les affrontements oséto-



PHOTO: PC / RUIFO / ACTION PRESS

À la colère s'ajoute l'amertume de constater que rien n'a été fait pour enrayer l'engrenage de la violence, alors que la situation en Tchétchénie laissait présager de telles évolutions.

ingouches de 1992. La crise entre la Géorgie et l'Ossétie du Sud, les incidents violents en Kabardino-Balkarie et au Daghestan de cet été rappellent la fragilité de l'ensemble de la région.

Vladimir Poutine essaye de présenter la tragédie comme une manifestation du terrorisme islamiste international. Pointer ainsi des supposées forces extérieures lui permet d'occulter le principal: Beslan est le produit de la guerre en Tchétchénie. Les allégations de liens entre la résistance tchétchène et les mouvances islamistes mondialisées comme Al-Qaïda sont sujettes

à caution. Le conflit en Tchétchénie est avant tout un conflit local, même si des greffes islamistes ont pu être tentées de l'extérieur ou constituer une ressource pour des franges de la résistance. La dimension islamiste de la prise d'otages de Beslan n'est pas première, et elle est subordonnée à des objectifs politiques et militaires: le retrait des troupes russes et l'indépendance de la Tchétchénie.

Stratégie de terreur

Ce type d'actions s'inscrit dans une continuité: Chamil Bassaïev, l'un des chefs de la résistance tchétchène et

qui aurait revendiqué les attentats de Beslan, est déjà l'auteur d'une prise d'otages dans un hôpital en 1995, et a revendiqué celle du théâtre de la Doubrouvka à Moscou, en octobre 2002, ainsi que de nombreux attentats. Mais Beslan témoigne aussi de la montée en puissance d'une stratégie de terreur. L'accélération des actes terroristes est un élément nouveau. La semaine précédant Beslan, des attentats-suicides provoquent le crash simultané de deux avions, et une bombe explose près d'une station de métro moscovite. Un pas est également franchi dans la

manière dont les otages ont été traités, d'autant plus que les auteurs du commando ne pouvaient pas ignorer l'issue prévisible de la prise d'otages: déjà en octobre 2002, Vladimir Poutine s'était refusé à toute négociation, et près de 170 personnes avaient péri lors de l'assaut du théâtre.

Ce parallèle rappelle aussi la manière récurrente avec laquelle le président russe utilise les crises liées à la Tchétchénie pour renforcer son pouvoir. Le début de la guerre, en septembre 1999, marqué par des attentats sanglants attribués sans preuve aux Tchétchènes, avait fortement contribué à son élection. En octobre 2002, il avait profité de la crise pour renforcer sa mainmise sur les médias. Il exploite aujourd'hui le choc créé par Beslan pour mettre en œuvre une réforme administrative, en chantant depuis plusieurs mois, qui lui permettra de reprendre en main les régions et de s'assurer un contrôle accru du pouvoir législatif.

Beslan rappelle douloureusement que tout doit être entrepris pour que cesse la guerre en Tchétchénie. Parce qu'il faut mettre fin à la lente extermination d'un peuple. Mais aussi parce qu'elle hypothèque tout avenir démocratique pour la Russie. Les États occidentaux sont allés trop loin dans un silence qui a valeur de complicité. S'ils ne poussent pas la Russie à des négociations, s'ils ne se portent pas garants de la sécurité du peuple tchétchène, leur inaction ne pourra que conduire à de nouveaux Beslan.

COMITÉ TCHÉTCHÉNIEN, PARIS

[HTTP://WWW.COMITE-TCHETCHENIE.ORG](http://www.comite-tchetchenie.org)

Université du Québec
à Montréal
Salle Marie-Gérin-Lajoie
(J-M400) MONTREAL

Colloque organisé par le Centre de recherche sur
l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté
INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL

Devoir de mémoire
et politiques
du pardon:
enjeux principaux

Éthique et
responsabilités
de l'État

13-14-15
Octobre
2004

Mémoire et vérité:

Peuples autochtones
dans les Amériques

Afrique, esclavage et
personnes d'ascendance
africaine dans les
Amériques

Diasporas et minorités
racisées dans les
Amériques

Acadie, Argentine, Chili

Palestine, Algérie et exil
contemporain

COLLOQUE INTERNATIONAL

Le devoir de mémoire
et les politiques du pardon

Renseignements ou inscription
www.criec.uqam.ca/colloquemetmoire
Centre de recherche sur l'immigration,
l'ethnicité et la citoyenneté

Université du Québec à Montréal
Téléphone: (514) 987-3000, poste 2233
Courriel: bertrand.sabrina@uqam.ca

CRIEC Centre de recherche
sur l'immigration
l'ethnicité et la citoyenneté

INSTITUT
D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

UQAM
Prenez position

Carnet de voyage... de Cuba

En compagnie de Frances, Ivan et Jeanne

Partie pour une tournée de travail dans les Caraïbes, début septembre, je ne me doutais pas alors devoir faire route avec deux compagnons imprévus, Ivan et Jeanne. Bloquée pendant cinq jours à l'aéroport de Miami, à cause d'une Frances et Ivan un peu trop agité, j'ai fait plus ample connaissance avec l'Amérique profonde entre stands à hamburgers et kiosques à « cossins » aux couleurs du drapeau américain, les haut-parleurs criant à tue-tête, jour et nuit, l'interdiction de traîner dans l'aéroport, que celui-ci n'est pas un « shelter »!

Enfin le départ pour Trinidad, heureuse de retrouver ma valise déjà arrivée à destination. Ivan n'est pas encore là, mais s'approche, on le sent. Le temps de faire une visite à quelques partenaires, de voir l'état des projets, et vivement le retour pour Montréal pour mieux repartir vers Cuba, trois jours plus tard, qui finalement, n'aura lieu qu'une semaine plus tard. Ivan a poursuivi son cours jusque sur la côte cubaine, et apparaît plus en colère qu'il ne l'était à Miami. Les avions restent cloués au sol. Pendant ce temps, par courriel, nos partenaires cubains nous donnent des nouvelles de leurs travaux de baricade.

Me voilà à Cuba, entre Ivan et Jeanne qui soufflent chacun de son côté. Mais Ivan s'est beaucoup calmé et Jeanne passe un peu plus loin, créant des dégâts immenses, du côté des Gonaïves et d'Haïti. Un nouveau coup dur pour nos partenaires haïtiens.

Enfin, pour ce qui est de Cuba, tout se passe bien du côté de notre travail: depuis un an, Alternatives et ses partenaires cubains travaillent à l'organisation d'un atelier international sur le développement local. Nous avons eu bien peur de devoir le reporter. Mais Ivan a été clément et a épargné les 200 personnes présentes ici pour quatre jours de réflexion. Les participants de l'atelier proviennent de divers secteurs: organisations

PHOTO: MICHEL LAMBERT / ALTERNATIVES



non gouvernementales, municipalités, centres de recherche, universités, ainsi que de plusieurs pays des Amériques et de la Caraïbe: Colombie, Argentine, El Salvador, Pérou, Venezuela, Haïti, Équateur, Cuba et bien sûr, du Canada.

L'objectif de départ était de partager des expériences de développement innovatrices dans les Amériques et d'enrichir les débats entourant les orientations à donner aux futurs projets de développement. Ce but a été largement atteint dans une ambiance des plus ouvertes, joyales et dynamiques. L'atelier a aussi donné lieu à l'émergence d'initiatives des plus intéressantes comme celle de la mise sur pied du Red nacional de desarrollo local (le Réseau national de développement local). C'est un projet prometteur se déroulant à l'échelle du pays, que nous serons invités à suivre de près!

L'expérience canadienne de développement régional a été présentée par Christiane Gagnon de l'Université du Québec à Chicoutimi, Jean-Marc Fontan de l'UQAM ainsi que Geraldine Byrne de Suncurrent Industries. Les premiers efforts s'inscrivent dans une perspective de développement local se sont réalisées au début des années 90. L'atelier international représente donc une première qui risque de profondément enrichir et d'engendrer des réflexions sur les perspectives de développement les plus efficaces pour le pays.

Tania Vachon

L'auteure est chargée de projets pour les Caraïbes, pour Alternatives.



Billets

Convention républicaine

Violence invisible



Francis Dupuis-Déri

1821 manifestants ont été arrêtés par la police lors du Congrès républicain qui s'est tenu à New York à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre (selon la police, source : *New York Times*, 4 septembre). C'est presque quatre fois plus que lors des manifestations contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999. Et pourtant... À New York, il n'y a pas eu de Black Blocs, ni de vitrines de McDonald's ou de banques fracassées, ni de clôture renversée. Bref, les manifestants étaient « pacifiques » et « non-violents », comme les politiciens et policiers les aiment. Résultat, les médias officiels — publics ou privés — ont à peine parlé du grand défilé de plusieurs centaines de milliers de manifestants, et peu ou pas du tout des dizaines d'actions décentralisées qui se sont succédées pendant plusieurs jours. Il semble que pour les médias officiels, c'est surtout la « violence » qui justifie qu'on parle des manifestants.

Il y a pourtant eu violence, au cœur de la démocratie américaine : près de 2000 personnes ont été menottées, regroupées dans des véhicules et incarcérées durant souvent plus de 24 heures sans accusation (ce qu'a dénoncé la Guilde nationale des avocats). Comment expliquer qu'une telle violence n'ait pas attiré une vaste couverture médiatique et n'ait pas provoqué des éditoriaux enflammés ? La violence des policiers serait-elle invisible aux yeux des médias officiels ? Il faut dire que les policiers de New York avaient semé la peur plusieurs semaines avant l'événement, pour bien justifier leur actes répressifs. Un quotidien new-yorkais avait ainsi annoncé en première page que, selon la police, des « anarchistes » préparaient des « bombes ». Le 26 août, le journal *New York Daily News* mentionnait l'arrivée de dangereux militants anarchistes, dont « Jaggi Singh, un citoyen canadien [...] qui aurait catapulté des ours en peluche imbibés d'essence contre les policiers lors des manifestations contre le G20 en 2001 à Québec, selon le rapport de la police de New York ». Tout est faux : la catapulte a été utilisée — sans essence — lors des manifestations contre le Sommet des Amériques et non contre le G20 et la cour a reconnu que Jaggi Singh n'avait rien à voir avec cette « arme ». Sing a bel et bien été arrêté lors d'une manifestation contre le G20 (Montréal, automne 2000), mais a été innocenté de cette accusation. Quant aux accusations portant sur son militantisme contre le Sommet de Québec, la poursuite a été abandonnée.

Amalgames, mensonges, désinformation. Qui sème la peur, qui terrorise ? Jaggi Singh n'était pas à New York, et les « anarchistes » n'y ont rien cassé. Les témoignages concordent pourtant au sujet d'arrestations des plus arbitraires : celui-là jouait de la guitare sur le trottoir ; arrêté ; ceux-là déroulaient une banderole dans la rue ; arrêtés ; d'autres se rassemblaient pour délibérer au sujet des prochaines manifestations : arrêtés.

La majorité des commentateurs et des militants aimeraient croire que les actions « non-violentes » — défilés, vigiles, etc. — sont plus « efficaces ». Politiciens, policiers et gens des médias nous disent d'ailleurs que la « violence » ternit l'image publique des manifestants et justifie leur arrestation. La répression policière de New York semble indiquer une dynamique bien plus complexe... À considérer les grands médias, il semble que sans « violence », les manifestants n'ont pas d'image publique... À considérer la police, il semble que les arrestations de masse ne sont pas nécessairement une réponse à la « violence » des manifestants. Qui est violent ? Qui encourage le recours à la violence ?

L'auteur est chercheur au département de science politique et au Centre de recherche en éthique de l'Université de Montréal (CREUM).

Pour un bilan citoyen de l'ALÉNA

Dorval Brunelle

Depuis dix ans, les organisations de la société civile d'Amérique du Nord n'ont sans doute pas accordé à la question de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), signé il y a dix ans, toute l'attention qu'elles ont consacré au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) et aux négociations en cours à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Récemment, lors d'un colloque organisé par le Réseau québécois sur l'intégration continentale en présence de 400 invités du Québec, du Canada, du Mexique et des États-Unis, les participants ont pourtant tracé un bilan assez critique de cette décennie de l'ALÉNA.

De durs constats

Le colloque s'est conclu par l'adoption d'une Déclaration finale qui a par la suite été acheminée à des représentants du Nouveau parti démocratique (NPD) et du Bloc québécois (BQ). Aux yeux de plusieurs analystes et intervenants, le bilan de l'ALÉNA est négatif. Les ravages dans le secteur agricole au Mexique ont dévasté les campagnes. Des organisations mexicaines, comme la coalition « El campo no aguanta mas » (la campagne n'en peut plus !) estiment que le monde paysan est à bout de souffle. Devant l'accumulation des pressions et des manifestations d'éclat, comme le blocage de la capitale en janvier dernier, le gouvernement mexicain se dit maintenant prêt à négocier. Le député Victor Suarez (Partido de la Revolución Democrática), qui estime que la situation est dramatique, propose que les parlementaires des trois pays se réapproprient le dossier qui avait été négocié en marge de tout débat démocratique par George Bush (le père), Brian Mulroney (alors premier ministre conservateur) et le président mexicain de l'époque, Carlos Salinas de Gortari, qui vit aujourd'hui en exil. Aux États-Unis, le débat a refait surface durant la présente campagne électorale, alors que le candidat démocrate, John Kerry, s'est engagé à consacrer une période de 120 jours à une révision d'ensemble de tous les accords de libre-échange signés par son pays, y compris l'ALÉNA, s'il accède à la Maison-Blanche le mois prochain. Quant au Canada, le gouvernement minoritaire de Paul Martin pourrait être amené à recevoir une demande de bilan citoyen, qui serait déposée par des organisations populaires et les partis d'opposition, demande à laquelle des députés libéraux et conservateurs représentant des comtés qui ont été durement touchés par les fermetures d'usine, les différends commerciaux ou les baisses de revenu seraient sans doute susceptibles de se joindre.

Double défi

En définitive, le défi auquel les organisations opposées à l'ALÉNA sont confrontées est double. D'un côté, il leur faut pousser les gouvernements des trois pays à dresser un bilan citoyen de l'ALÉNA dans les meilleurs délais, et de l'autre, il leur faut remettre en question la stratégie poursuivie par ces trois mêmes gouvernements, et par d'autres également, en Amérique, en Europe ou en Asie, qui continuent d'utiliser l'ALÉNA comme modèle dans les négociations commerciales bilatérales qu'ils mènent actuellement.

L'auteur est directeur de l'Observatoire des Amériques de l'UQAM. On pourra trouver un bilan complet de l'événement, ainsi que le texte de la Déclaration finale, sur le site de l'Observatoire : www.ameriques.uqam.ca.

En réponse au Forum national du gouvernement Charest
Un forum populaire alternatif pour un Québec solidaire

D'ici quelques semaines, le gouvernement libéral-conservateur de Jean Charest tiendra un « Forum national », qui se fera à huis clos ! Face à cette situation, le Réseau de vigilance a entrepris de mobiliser au grand jour l'ensemble des mouvements sociaux québécois en vue d'un « Forum populaire alternatif », les 6 et 7 octobre, au Palais des congrès de Montréal. Quelque 800 participants et participantes sont attendus, venant de toutes les régions, de tous les secteurs et groupes de la société québécoise : femmes, jeunes, écologistes, syndiqués, personnes assistées sociales, étudiants, etc.

Reportons-nous au printemps dernier. Le gouvernement Charest est à son plus bas dans les sondages, à la suite de l'imposition autoritaire d'une série de politiques antisociales et à une année d'affrontement avec le mouvement syndical et populaire. Le premier ministre n'a plus le choix : à défaut de changer de cap, il doit changer de ton. C'est alors qu'il annonce et organise, dans la plus grande improvisation, des forums régionaux où il invite les Québécoises et les Québécois à « briller parmi les meilleurs ! » Un Forum national doit clôturer cette ronde de « consultations » régionales en faisant consensus sur les constats quant à la « crise » des finances publiques et au choc démographique. Une fois le tour de piste complété, la population devrait avoir enfin compris les nobles projets du gouvernement pour le Québec !...

Devant cette caricature de consultations que constituent ces forums, beaucoup de personnes refusent d'y participer. Le Réseau de vigilance, pour sa part, invite la population à « briller par sa solidarité à l'extérieur ». Il faut un forum alternatif pour dire que la population a parfaitement compris le message et le messager, et qu'une majorité de citoyens et de citoyennes n'en veulent pas.

Avoir la mémoire longue

Le Réseau de vigilance refuse en effet de souscrire à la vision catastrophiste que prône le gouvernement Charest, vision simpliste et réductrice de la société québécoise et particulièrement des finances publiques et de la démographie. Vision dont le but est de réduire la société à un espace marchand et de l'enfoncer davantage dans la mondialisation néolibérale. Nous faisons un diagnostic autre, qui, sans nier les enjeux majeurs qui nous attendent, mise sur les forces et les richesses du Québec pour construire son avenir. C'est un des principaux objectifs du Forum alternatif.

S'il a changé de ton et de stratégie de communication, s'il s'est refait une beauté lors de sa partie de bras de fer avec son homologue canadien, force nous est de constater que le gouvernement Charest maintient le cap sur la

« modernisation-réingénierie » de l'État. Après les lois et mesures anti-sociales et anti-syndicales de sa première année au pouvoir, il poursuit sur sa lancée avec la mise en œuvre des partenariats public-privé, une réforme de l'aide sociale qui nous fait reculer de trente ans, l'appauvrissement des étudiants (diminution des bourses) et la remise en cause des cégeps, les coupures massives de postes dans la fonction publique, des augmentations de tarifs en services de garde et des coûts de l'assurance-médicament et de l'électricité, des reculs majeurs annoncés pour les personnes handicapées, une politique de reconnaissance des organismes communautaires reçue comme une giflette par les organismes concernés, l'ombre de la centrale du Suroît qui continue de planer sur l'avenir énergétique du Québec, les menaces qui pèsent toujours sur Télé-Québec, et la liste pourrait s'allonger encore et encore. Mais nous avons d'autres visions et d'autres ambitions pour le Québec.

Passer du « je m'oppose » au « je propose »

Le Forum alternatif se veut certes un geste politique d'opposition aux mesures « réingénieriales » du gouvernement Charest, anciennes ou nouvelles. Mais les participants seront aussi invités à proposer d'autres visions du Québec dans lequel nous voulons vivre, à définir les grands choix de société, à mettre sur table des perspectives à la fois réalistes, pragmatiques et porteuses d'avenir pour la société québécoise.

Le Forum populaire alternatif vise à ce que les mouvements sociaux proposent un nouvel agenda politique et social sur trois thèmes bien précis qui sont autant de défis pour le Québec, soit : l'économie autrement, les biens et services publics et le développement solidaire du territoire. Chaque thème sera abordé du point de vue du rôle de l'État, des droits et des libertés publiques, et, enfin, de la démocratie et d'une citoyenneté active, responsable et critique.

Les participants et participantes prendront la parole pour déterminer quel message politique envoyer au Forum national et à l'ensemble du gouvernement Charest. Pour paraphraser un proverbe africain, s'il faut tout un village pour éduquer un enfant, il faut toute une société pour empêcher ce gouvernement de faire plus de dégâts. Il faut toute une société pour proposer des raisons de « vivre ensemble » dans l'égalité et la solidarité. Le Forum populaire alternatif s'est fixé cet objectif : rien de moins !

LORRAINE GUAY

L'auteure est porte-parole du Réseau de vigilance qui regroupe plusieurs groupes communautaires, des ONG et des centrales syndicales.

alternatives
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 43 500 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 29 septembre du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : France-Isabelle Langlois – COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Catherine Binette, Daphnée Dion-Viens, Alexandra Gilbert, Chad Lubelsky, Catherine Pappas, Fred A. Reed et Tania Vachon – RECHERCHE : Miriam Fahmy – CHRONIQUEURS : Gil Courtemanche, Murray Dobbin, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Stanley Péan et Judy Rebick – RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan – INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet – RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois
Montréal – 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-8606 Fax : (514) 982-8122
Québec – 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Pour un Québec solidaire

Forum populaire alternatif

- Constituer un lieu de rencontre et de débat
- Proposer d'autres visions du Québec
- Proposer un autre diagnostic politique que celui du gouvernement Charest

Les 6 et 7 octobre au Palais des congrès, Montréal

RÉSEAU DE
VIGILANCE
www.vigilance.cam.org

Santé ?

Et bien danser maintenant...

Les premiers ministres font la promotion d'un mode de vie sain, alors que leurs politiques aident à créer de plus en plus de misère.

Il ne fait pas de doute que les politiques publiques canadiennes en matière de santé s'orientent de plus en plus vers le modèle américain. Et ce, même si lors de la récente Conférence nationale des premiers ministres canadiens sur la santé, ceux-ci ont tous affirmé être soucieux de soutenir la durabilité du système de santé. Si telles sont leurs ambitions, les déclarations et les documents de Santé Canada et de l'Association canadienne de santé publique leur proposent un programme clair et détaillé. Pour joindre le geste à la parole, les premiers ministres canadiens pourront réaliser leurs nobles objectifs, simplement par l'amélioration des conditions de vie et de la couverture sociale : augmentation du revenu, amélioration des conditions de travail, accessibilité à un logement décent, amélioration de la sécurité alimentaire, amélioration du système d'éducation et appui aux programmes pour le développement de l'enfant. Tous ces éléments ayant un impact direct sur la santé des Canadiennes et des Canadiens.

Cependant, les premiers ministres, semble-t-il, préfèrent nous exhorter à améliorer notre mode de vie, à faire des choix éclairés pour notre santé. Parallèlement, leurs politiques contribuent à maintenir des niveaux très élevés de pauvreté chez les enfants et réduisent les services permettant de

préserver notre santé. Les premiers ministres font ensuite diversion en blâmant les Canadiens pour leurs problèmes de santé qui seraient dû à leur mode de vie : mauvaise alimentation, manque d'exercice, tabagisme.

Pourtant, nous savons bien aujourd'hui que c'est plutôt la façon dont une société produit et répartit ses ressources parmi sa population qui est le premier déterminant de santé de celle-ci. Mais les décideurs ne considèrent que rarement ce facteur, de même que les forces économiques et politiques qui les façonnent.

Depuis 30 ans, les documents de Santé Canada et de Santé publique Canada soulignent l'importance de politiques publiques saines pour améliorer et favoriser la santé, tout en prévenant les maladies. Mais le Canada ressemble de plus en plus aux États-Unis et au Royaume-Uni dans son approche des politiques publiques. Ces deux pays étant les moins dépensiers en Occident, en matière de santé publique et de couverture sociale.

Il est clair maintenant que les politiques publiques canadiennes s'orientent de plus en plus vers le modèle américain. Cette situation est la plus grande menace que confronte la durabilité de notre système de santé et devrait donc être au cœur des préoccupations de nos décideurs. Pourquoi n'est-ce pas le cas ?

Nos gouvernements — et nos premiers ministres — implantent des politiques néolibérales où le marché devient l'arbitre déterminant à la fois nos valeurs sociales et nos priorités en matière d'allocation des subsides pu-

blics. Malheureusement, ces décisions économiques et politiques génèrent des inégalités du point de vue tant du revenu que de la richesse, affaiblissent les infrastructures sociales, menacent la sécurité d'emploi et les conditions de travail, et rendent la vie difficile aux familles et aux enfants. Les politiques néolibérales, tendent de plus en plus d'une part à réduire le revenu moyen des Canadiens et d'autre part à augmenter les crédits d'impôt aux entreprises. Elles favorisent ainsi les plus riches au détriment des plus pauvres, créant des inégalités sociales et économiques de plus en plus importantes.

Le meilleur moyen de promouvoir la santé est d'informer les Canadiens des conséquences des politiques du gouvernement sur leur système de santé.

Plutôt que de se faire dire de changer de mode de vie, les Canadiens ont besoin de réfléchir sur le type de société dans laquelle ils veulent vivre et travailler.

Le meilleur moyen de promouvoir la santé est d'informer les Canadiens des conséquences de ces politiques sur leur système de santé, voire sur leur santé. Plutôt que de se faire dire de changer leur mode de vie, les Canadiens ont besoin de réfléchir sur le type de société dans laquelle ils veulent vivre et travailler.

DENNIS RAPHAEL

L'auteur est professeur associé à l'Université York de Toronto, spécialiste en gestion et politiques de santé publique.

La version originale de cet article est d'abord paru dans *rabble.ca*, un magazine électronique canadien.

Les premiers ministres préfèrent nous exhorter à améliorer notre mode de vie et à faire des choix éclairés pour notre santé. Parallèlement, leurs politiques contribuent à maintenir des niveaux très élevés de pauvreté chez les enfants et réduisent les services permettant de préserver notre santé.

Les Africains éberlués par les suicides des Canadiens

Le suicide qui fait des ravages au Québec étonne les Africains et les Haïtiens de Montréal. Jamais seuls et vivant toujours d'espoir, ils semblent immunisés.

Bouche bée, Mike Malembe observe des ouvriers installer une palissade anti-suicide sur un parapet du gigantesque pont Jacques-Cartier, qui enjambe le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de Montréal, et d'où près de 1000 personnes désespérées tentent de se suicider chaque année. Le jeune travailleur d'origine congolaise ne comprend pas. « Pour les Africains, une telle barrière est un non-sens, dit-il, en tendant le bras, comme s'il prenait à témoin le ciel immense. Chez nous, la voie du suicide est impensable, malgré toutes nos difficultés. J'ai peine à comprendre ce qui peut traverser l'esprit de ceux qui mettent ainsi fin à leurs jours. »

Il n'est pas le seul. Parents et amis des 1 321 personnes qui se sont enlevé volontairement la vie en 2002 au Québec, dont 171 avaient moins de 25 ans, aimeraient bien comprendre, eux aussi. Comme les proches des 63 000 personnes qui tentent chaque année de se suicider... Ces « pourquoi » déchirants, les quelque 150 000 Québécois d'origine africaine ou antillaise en sont étrangement exonérés, même si beaucoup tirent le diable par la queue. « Les jeunes Québécois d'origine africaine que je côtoie au quotidien, tout comme leurs parents, n'ont pas le suicide comme sujet de préoccupation », confirme Peter Flegel, directeur de Jeunesse noire en action, un organisme créé pour aider les jeunes Noirs à prendre leur place dans la société montréalaise.

Selon Jean-Marie Mousenga, du Réseau de communication pour la prévention des actes criminels, à Montréal « au Québec, les jeunes en nécessité n'osent pas dialoguer avec leurs parents alors qu'en Afrique, la famille est à la fois le premier et le dernier des recours en cas de crise. »

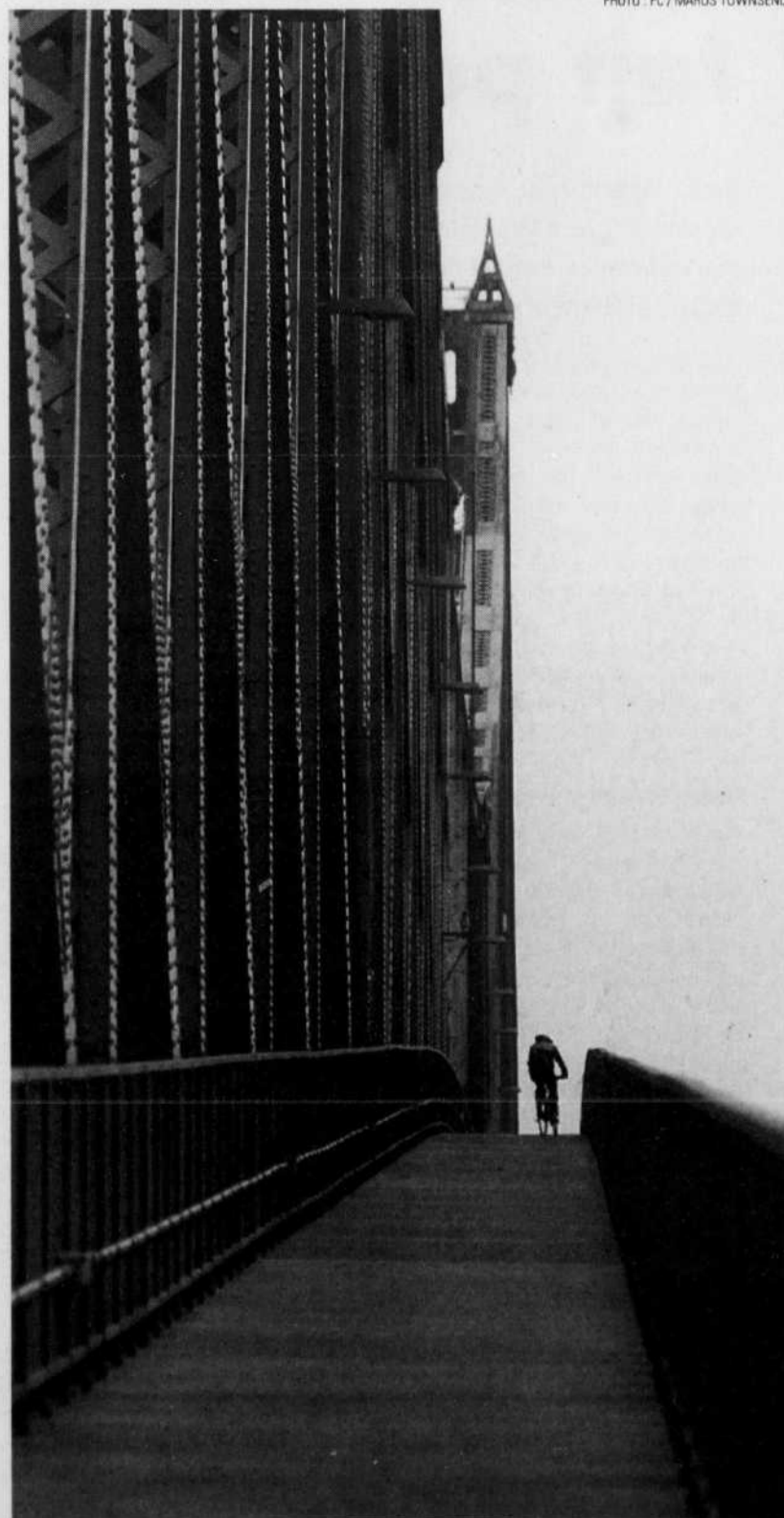


PHOTO : PC / MAROS TOWNSEND

La famille est là

Ce ne sont pourtant pas les problèmes qui manquent : taux de chômage ou d'assistanat très élevé, solitude de l'exil, racisme sournois, criminalité, etc. « Si on ne se suicide pas, c'est grâce à la famille, c'est évident », affirme, sourire malicieux aux lèvres, Jean-Marie Mousenga, du Réseau de communication pour la prévention des actes criminels, à Montréal. Ses deux fillettes solidement campées sur ses genoux, le Congolais n'en finit plus de glorifier la famille africaine, « une structure sociale immuable, selon lui, d'où émerge et converge tout changement. Au Québec, estime-t-il, les jeunes en nécessité n'osent pas dialoguer avec leurs parents alors qu'en Afrique, la famille est à la fois le premier et le dernier des recours en cas de crise. »

« Et quelle famille ! » s'exclame Papa Diop, avant d'avaler d'un trait un grand verre de limonade dans ce café du boulevard Saint-Laurent où il a donné rendez-vous au journal Alternatives. « Les amis, les tantes, les oncles, les voisins, en veux-tu ? En v'la ! », lance avec son plus bel accent québécois l'ex-citoyen de Thiès, au Sénégal, qui vit depuis plus de trente ans au pays des hivers sans fin. « En Afrique, la famille dépasse largement le cadre nucléaire et l'assistance en cas de coup dur prend de multiples formes. »

« Les problèmes de la vie sont là pour nous rendre plus forts », philosophe Peter Flegel. Pour lui, la religion est l'élément déterminant qui expliquerait que les familles africaines ne connaissent pas le suicide. « Il y a au Québec un vide spirituel, contrairement à l'Afrique où la religion prend tout son sens au quotidien. » En décourageant le suicide, les religions reconforteraient les individus en mal de vivre. « Ceux qui sont religieux et qui s'adonnent à la prière ont l'impression de ne jamais être laissés

à eux-mêmes, ajoute Peter Flegel. Dans des situations difficiles, on se décourage moins parce qu'on se sent épaulé. On n'est jamais vraiment seul. »

« Jamais seul »

Le fait d'être issu d'une société axée sur la consommation, le changement perpétuel et la performance individuelle constituerait un facteur de risque. « Traditionnellement, le jeune garçon occidental trouve sa principale raison d'être sur le plan social dans son travail, son métier et sa profession, explique Jean-François Saucier, psychiatre et professeur à la faculté de médecine de l'Université de Montréal. La pression est forte ! » En outre, les jeunes Africains bénéficient d'un réseau de relations qui les protège des ravages de la solitude. « Quand on avait fini l'école, on n'était jamais seul, se rappelle Papa Diop. On jouait au soccer, au foot ou encore aux cartes. »

Même chose en Haïti. « Moi non plus, je n'étais jamais seul, dit Perrard Joseph, responsable du Comité québécois pour la défense des droits des travailleurs haïtiens en République dominicaine et père de deux adorables enfants. Lorsque j'étais jeune, ma famille et mes amis étaient nom-

breux et présents, nous étudions ensemble, jouions ensemble, nous vivions presque chaque instant en groupe. » Encore aujourd'hui, le suicide est rare dans l'île tant l'espoir y est indéfectible. Car peu importe la situation du moment, les Haïtiens toutes classes confondues ont l'impression que demain sera forcément meilleur. Traversant chaque matin le pont Jacques-Cartier en voiture, Mike Malembe ne peut s'empêcher de soupirer en observant la nouvelle barrière anti-suicide, qui doit être terminée fin septembre. « Je réalise alors que je suis vraiment dans une culture différente », dit-il en secouant la tête. Et comment ! À la fin de sa journée, il y aura au Québec quatre personnes qui se seront enlevé la vie et quatre-vingts qui auront tenté de le faire.

LOUIS LESSARD

Stagiaire du programme Médias alternatifs d'Alternatives



Livres

ROMAN
L'Africain

De J.M.G. Le Clézio
Paris, Mercure de France,
Collection « Traits d'union », 2004, 105 pages.

Le Clézio est en quelque sorte fils d'une mondialisation dont le colonialisme fut une étape importante. Son père, né à l'île Maurice, a étudié à Londres avant de pratiquer la médecine, notamment en Guyane anglaise et dans maints pays africains. Sa mère est Niçoise et quant à lui, il a burlingué toute sa vie durant. Avec lui, le pays s'anime : on peut rompre ou renouer avec lui, se l'approprier, le courtiser...

Dans l'Africain, le narrateur explore ses racines : il tente de se les approprier par l'entremise de son père et de l'Afrique. C'est une tentative non pas désespérée, mais désillusionnée. Contempteur de l'exotisme et de la nostalgie, l'auteur se méfie tout autant de la littérature, bref, de « la peau morte qu'on appelle l'art ». Il écrit : « *les souvenirs trompent, sans doute. [...] Mais peut-être qu'à l'écrire je rends trop littéraire, trop symbolique...* »

La narration, quelque peu décousue, ajoute au charme du récit. Y sont décrites, les choses telles qu'elles sont. À l'âge de huit ans, après la guerre, il ne reconnaît en son père qu'un ennemi, qu'un aventurier endurci et intolérant. Ce n'est que plus tard qu'il assumera son héritage, en faisant un pèlerinage sur ses traces. Pour ce faire, le support photographique est tout indiqué : il en use avec parcimonie, l'intégrant autant que possible dans le texte, sans pour autant négliger la description.

Son père s'identifie à ceux qu'il soigne : il n'est mauricien que par son enfance, britannique que par la BBC qu'il écoute journalièrement, français que par sa femme... Il est africain. Dégoûté du colonialisme, il se rend compte que la médecine est l'un de ses plus redoutables instruments : plus efficace que le militarisme, cette forme de paternalisme, plus insidieuse, instille dans l'esprit des sujets le rapport de force soignant/soigné.

Se lisant en quelques heures, ce petit livre est un enchevêtrement de souvenirs et d'impressions. À consommer comme un scotch sec : d'un seul coup, et en plissant les yeux de bonheur.

Julien Brault



ROMAN

Vingt ans et un jour

de Jorge Semprun,
Paris, Gallimard, 2004, 304 pages.

Jorge Semprun, sans doute l'un des écrivains les plus marquants du XX^e siècle, est né à Madrid, puis s'est installé à Paris en 1939. De là, il est vite entré dans la clandestinité au cours de la Deuxième Guerre. Arrêté par la Gestapo, il a passé les dernières années de la guerre incarcéré au camp de Buchenwald. C'est surtout cette vie-là, qu'il nous a jusqu'ici contée, à travers des œuvres telles que *L'écriture ou la vie*, ou encore *Le mort qu'il faut*.

Seulement, Semprun a eu une autre vie, celle d'après les camps, celle d'un membre du Comité central du parti communiste espagnol, dont il coordonna les activités clandestines contre le régime de Franco, à compter de 1953. En 1964, Jorge Semprun est exclu du parti, et n'a eu de cesse depuis de se consacrer à la littérature, à mettre noir sur blanc ses souvenirs, ses peines, ses douleurs et ses colères. Un passé de militant trouble, sincèrement épris de justice et de liberté certes, mais qui ne peut s'empêcher de se questionner, de se demander : si c'était à refaire... Beaucoup de ressentiment, de critiques et d'autocritiques vis-à-vis d'une doctrine, d'idéologie et d'un parti, aussi...

Dans *Vingt ans et un jour*, Semprun signe une œuvre beaucoup plus romanesque, moins autobiographique, en apparence... C'est l'Espagne meurtrie par la guerre civile et le franquisme, hantée par ses écarts, ses emportements et débordements, son sens de la tragédie et du drame portés à leurs paroxysmes.

Pour la première fois, Jorge Semprun a écrit dans sa langue maternelle. À la presse française, il a à maintes reprises expliqué que cette histoire était trop espagnole pour qu'il puisse l'écrire en français. Un fois de plus, Semprun nous emmène loin sur des sentiers et des chemins de traverse où la confiance, l'honneur, le sens du devoir et de la justice, se conjuguent trop souvent avec trahison, cupidité et bassesses. Il s'agit pourtant d'un roman très différent de ce à quoi nous avait habitué l'auteur, par son style, son ton, peut-être aussi par le détachement de l'auteur. Ce que les journalistes — français toujours — ont qualifié de « moins militant ».

Vingt ans et un jour, c'était la peine que l'on réservait aux opposants franquistes.

F.-J. L.

Le livre autrement,
c'est possible !

Alors que la rentrée littéraire battait son plein, Alternatives a rencontré le directeur et fondateur de la maison d'édition française Autrement, Henry Dougier, de passage à Montréal.

C'est en 1975 qu'Henry Dougier fonde Autrement. À l'époque, il s'agit seulement d'une revue. Celle-ci se veut collective, sérieuse et militante. La couverture est, paraît-il, austère — c'est ce que raconte les bavards et témoins de l'aventure —, les articles ne sont pas signés. Le temps a changé bien des choses. De revue scientifique et collective, la maison a graduellement évolué. Il y a d'abord eu la publication d'œuvres, toujours investies dans le débat, la recherche, les petites et les grandes révolutions du temps présent, très ancrées dans la géopolitique internationale. C'est à compter de 1995 qu'Autrement devient une maison d'édition à part entière où essais, littérature, atlas, littérature jeunesse se conjuguent et s'additionnent. Récemment, à la suite d'un déménagement en 2003 dans un hôtel parisien construit autour d'une cour, près de la Bastille, Autrement ouvrait ses portes, offrant au public une bibliothèque et un salon de thé.

Éthique et esthétique

Aujourd'hui, sur une moyenne de 130 œuvres publiées annuellement, 10 seulement sont collectives. Et beaucoup, beaucoup de temps et d'attention sont mis dans la présentation visuelle. « *Parce que j'aime les beaux objets* », souligne Henry Dougier tout sourire, visiblement content de son court séjour montréalais et surtout content de sa maison, des livres qu'il publie. « *C'est vrai que l'on fait attention, reprend l'éditeur, c'est un peu personnel, mais c'est aussi que ça crée une cohérence, un style peut-être également.* »

De fait, les livres publiés chez Autrement sont facilement repérables en librairie par les couleurs et les photos en page couverture. Repérables aussi, parce qu'ancrés dans l'actualité lourde et immédiate. La guerre en Afghanistan vient à peine de commencer qu'Autrement fait paraître *L'ombre des talibans*, d'Ahmed Rashid, célèbre journaliste pakistanais, l'un des plus grands experts de la question afghane. Quelques mois plus tard, paraît *CIA et Jihad*, de John K. Cooley (qu'Alternatives avait alors invité à Montréal



Henry Dougier

pour une conférence sur l'Asie centrale, voir *Alternatives*, mai 2002, vol.8 n°8). À ce sujet, Henry Dougier trouve que « *les gens [les Français] se sentent beaucoup plus concernés par l'international, aujourd'hui* ».

Alors que la tendance est plutôt à la fusion des maisons d'édition, Autrement garde le cap, farouchement indépendante et réussit même là où de plus grandes échouent, c'est-à-dire à ne pas couler sous les dettes, à se maintenir la tête en dehors de l'eau. Tout va bien, c'est apparemment un *success story* : « *Le succès c'est déjà de ne pas être mort. C'est beaucoup pour une petite maison comme nous, qui publions autant que le Seuil ou Gallimard.* » Mais, insiste l'éditeur, « *la seule véritable gloire, c'est qu'on ne se soit pas dénaturé. On aurait pu devenir plus commerciaux. On est resté fidèles à nos orientations de départ. Le problème ce n'est pas de vendre, c'est de faire ce qui me plaît.* »

Un peu comme *La Découverte*, fondée par Maspéro et reprise par François Gèze il y a quelques années ? « *C'est très différent, répond Henry Dougier. Ils sont plus militants que nous, ils ont des causes à défendre, des combats à mener. Nous moins, on est plus dans une mouvance gauche entrepreneuriale. Ils*

ont aussi un fonds d'auteurs plus important que nous. Mais c'est vrai, finit-il par consentir, que nous nous ressemblons. On est aussi assez prêts de l'Aube et du Seuil. » Autre différence, La Découverte a réussi le pari financier en acceptant d'être intégrée à la multinationale Vivendi, tout en gardant cependant son indépendance éditoriale.

De l'international aux villes

Ainsi, l'éditeur pas comme les autres se défend d'être militant, comme souvent dans ce secteur. Pourtant, c'était l'idée de départ de la revue... un peu tout de même ? De fait, côté avenir, les yeux étincelants, Henry Dougier parle d'action : « *Jusqu'à il y a 15 ans, on organisait des rencontres militantes, on s'investissait dans des festivals de jeunes créateurs. On faisait beaucoup plus d'activités non éditoriales, puis on a arrêté. Je*

crois que l'on va retourner vers ça. » L'éditeur parle des sociétés civiles qu'il sent bouger de plus en plus, de toutes les possibilités qu'ouvre le monde associatif. Résolument tourné vers celui-ci, Dougier et son équipe d'Autrement viennent de lancer une petite association, Ville création, avec deux permanents. « *On prépare une petite bible annuelle, une sorte de livre rouge de l'innovation sociale recensant toutes les petites initiatives [initiées par les associations et communautés locales dans les villes de France] et qui sont bien faites.* » Ainsi, la boucle serait bouclée. « *On revient à quelque chose qui nous manquait* », concède l'éditeur. L'homme de livres, militant malgré lui, ajoute que le strict travail d'éditeur peut être frustrant par moments, parce qu'« *on ne touche pas au concret* ». Et puis, il ajoute cette phrase : « *Agir au-delà des livres.* » Et c'est ainsi, que paraît cet automne une nouvelle collection intitulée « *Villes en mouvement* ».

« *Je pense que ce qui caractérise la boîte, c'est qu'on est toujours en mouvement* », conclut Henry Dougier pour résumer l'esprit d'Autrement. Peut-on alors parler d'une boucle bouclée ? Il y a fort à parier que non.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Radio Alternatives

- De l'information internationale centrée sur les enjeux de la mondialisation
- Des pistes de réflexion critique sur les questions sociales d'ici et d'ailleurs
- Une tribune pour les acteurs des mouvements sociaux et les actions qu'ils proposent.
- Un lieu d'apprentissage et d'implication

Information :
(418) 521-4000 à Québec
(514) 982-6606 à Montréal

Diffusée le dimanche à 16 h sur les ondes de CKRL 89,1 à Québec, et le mardi à 18 h sur les ondes de CIBL 101,5 à Montréal.

Abonnez-vous au journal Alternatives !



UN MENSUEL INDÉPENDANT
DISTRIBUÉ À PLUSIEURS
MILLIERS D'EXEMPLAIRES À
TRAVERS LA PROVINCE.

En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
Journal Alternatives
3720, avenue du Parc
Bureau 300
Montréal (Qc) H2X 2J1

alternatives
LE JOURNAL

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Téléphone _____
Courriel _____

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !
Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

Quand la musique
fait pop et politique

Du 30 septembre au 3 octobre se tiendra dans la métropole la 3^e édition du festival Pop Montréal, un pied de nez à l'industrie musicale établie, un coup de pouce aux artistes indépendants d'ici et d'ailleurs, en mettant de l'avant l'engagement social et politique à travers l'art. Regard sur un festival différent et politisé.

Pop Montréal reflète la culture diversifiée et bilingue de Montréal, du Québec et du Canada, en réunissant des artistes francophones et anglophones, des artistes méconnus, des superstars et des étoiles montantes de la scène indépendante. Franz Ferdinand, The Unicorns, les Georges Leningrad et Martha Wainwright, entre autres, participeront au festival, qui présentera cette année 222 spectacles dans plusieurs salles du Plateau et du Mile-End. Et comme si la programmation n'était pas déjà suffisamment alléchante, les organisateurs en ajoute avec un salon professionnel accueillant les étiquettes

indépendantes, une conférence sur les liens entre musique pop et politique, un mini festival de cinéma indépendant et une exposition d'arts visuels !

Vision derrière la Pop

Pop Montréal ne se différencie pas simplement par sa programmation originale mais surtout par sa philosophie. « *Notre festival est jeune, vif et pertinent* », résume Shannon Walsh, l'une des organisatrices de l'événement. Pop Montréal est le fruit de la créativité de deux jeunes Montréalais, Noelle Sorbara, étudiante à l'Université Concordia, et Daniel Seligman, membre actif du milieu musical montréalais. Deux amateurs de musique pop indépendante. « *L'idée originale, raconte Shannon Walsh, était de permettre aux amateurs de musique et aux membres de la communauté en général, l'accès à des artistes et à une musique non conventionnelle, tout en offrant aux artistes un espace de performance, de création et de promotion.* »

Le festival ne reçoit pas son financement des grandes maisons de production, mais plutôt de fondations, dont la principale est la Marbelus Arts Foundation, une organisation culturelle à but non lucratif et dont la mission est la sensibilisation du public à des enjeux sociopolitiques, à travers la production d'événements

artistiques. Pop Montréal correspond bien à cette mission. Comme l'explique la jeune organisatrice, le festival se veut en effet plus qu'une grande fête : « *Nous voulons créer un espace de réflexions sur les enjeux de la mondialisation et analyser la réponse du milieu artistique au contexte politique et social actuel.* »

Fusion de l'art et de l'activisme

Cette année, Pop Montréal continue d'innover en s'associant avec des organisations non gouvernementales telles que Droits et Démocratie, pour présenter ses activités à caractère plus politique, comme l'événement « *La musique : source de changement* ». Une conférence internationale de deux jours qui se penchera sur le rôle vital que tient la musique dans la mobilisation des communautés et la promotion des droits humains. Par le billet de cette conférence, l'équipe du festival désire traiter de la réalité à laquelle les artistes doivent faire face, dans une industrie de plus en plus globalisée où la diversité culturelle est gravement minée, et créer du même coup un espace de discussion entre les artistes et

les citoyens. La conférence s'intéressera à la façon dont la musique est utilisée pour s'opposer, perturber et contester le statu quo et à son rôle essentiel dans la défense de la justice sociale, des droits humains et de l'action politique.

Pop Montréal est devenu le carrefour de la musique indépendante au Québec, un lieu où artistes, amateurs et militants se rencontrent, fêtent et discutent... politique !

Catherine Binette

Pour plus d'information, visitez le site internet du festival :
www.popmontreal.com

